

Les Echos (Vendredi 23 mars 2007)

## SATELLITES

Les huit entreprises candidates à la concession du système de radionavigation par satellite ont jusqu'en juin pour présenter une ébauche de contrat. Faute de quoi, un nouvel appel d'offres est possible.

# Galileo : ultimatum des ministres européens aux entreprises

DE NOTRE BUREAU DE BRUXELLES.

### Le projet européen de radionavigation par satellite autonome face au GPS américain.

Galileo est destiné à doter l'Europe d'un système de radionavigation par satellite autonome face au GPS américain.

**Phase de développement :** conduite sous maîtrise d'ouvrage de l'Agence spatiale européenne (ESA), avec pour maître d'œuvre « ESN1 », consortium regroupant EADS, Alcatel, Alenia, Thales et Galileo Systems y Servicios. Doit lancer 4 des 30 satellites de la constellation pour valider le projet. Échéance prévue : 2009.

**Phase de déploiement et d'exploitation :** un appel d'offre a retenu finalement un consortium unique de 8 sociétés (Aena, Alcatel, EADS, Finmeccanica, Hispasat, Immarsat, TeleOp et Thales). Contrat visé de vingt ans, avec 26 satellites. Premiers services prévus en 2011.

Les ministres des Transports de l'Union européenne n'ont pas eu à discuter très longtemps, hier matin, à Bruxelles, pour tomber d'accord sur les termes de l'ultimatum qu'ils ont lancé aux huit entreprises retenues pour la concession de Galileo. Le projet européen de radionavigation par satellite a pris un grand retard, du fait notamment des surenchères nationales sur les retombées industrielles immédiates (« Les Echos » du 22 mars).

Comme l'avait suggéré la semaine dernière Jacques Barrot, le commissaire européen aux Transports, les ministres donnent au consortium jusqu'au 10 mai pour trouver un patron à l'entité juridique qu'ils viennent de créer. Ce qui n'est pas simple. Un Français s'est récemment désisté et le futur candidat doit apparaître suffisamment neutre aux yeux des huit actionnaires dont, certains se font

une concurrence féroce. Le consortium a également jusqu'au mois de juin pour progresser dans la rédaction du contrat de concession.

Les Vingt-Sept ont donné mandat à la Commission pour qu'elle explore toutes les pistes alternatives au cas où ces échéances ne seraient pas respectées. Parmi ces pistes, les experts de l'exécutif communautaire envisagent un nouvel appel d'offres ou une augmentation de la contribution du secteur public, qui se limite pour l'instant à 1,5 milliard d'euros, contre 2,5 milliards à la charge des sociétés concessionnaires.

### Applications commerciales

Pour l'instant, on n'en est pas là. « Nous avons un accord qui a été signé en décembre 2005 par toutes les sociétés concernées, en présence des Etats-membres. Pour nous c'est la bible », a déclaré Jacques Barrot en commentant la décision des ministres. Le ministre allemand, Wolfgang Tie-

fensee, qui présidait le conseil des ministres hier, a reconnu la « complexité du projet, en termes techniques, pour répartir les risques », mais a appelé à la mobilisation.

L'étalage des dissensions entre les parties à l'accord de décembre 2005 tombe plutôt mal, alors que sera célébré, dimanche, à Berlin, le 50<sup>e</sup> anniversaire du traité de Rome. Le commissaire aux Transports a appelé les industriels à embrasser une vision de long terme : « En affichant la volonté de recueillir le plus possible de retombées immédiates, on affaiblit une société qui doit prendre son envol. Il faut prendre en compte les applications commerciales, qui, dans tous les Etats-membres, viendront des entreprises les plus innovantes. »

Les ministres des transports referont un point sur Galileo lors de leur réunion du mois de juin.

KARL DE MEYER  
(À BRUXELLES)  
AVEC ALAIN RUELLO